

## Le référendum paie cher sa politisation

Roumanie Seuls 20 % des citoyens se sont présentés aux urnes ce week-end.

**C'**est un échec cuisant et inattendu. Seuls 20 % des citoyens ont répondu ce week-end à l'appel pour "protéger la famille traditionnelle" et entériner l'interdiction du mariage homosexuel dans la Constitution. Un seuil minimum de 30 % des inscrits étant requis pour que le vote soit validé et que le mariage soit redéfini comme l'union entre un homme et une femme, la Coalition pour la famille (CPF), qui a initié le référendum, l'Église orthodoxe roumaine qui l'a soutenu et le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, qui l'a instrumentalisé politiquement, essuient une cruelle défaite, dans un pays réputé traditionaliste et religieux (à 86 % orthodoxe). "C'est surprenant, au vu de la campagne excessive de mobilisation au vote", menée par des prêtres et des politiciens, note le politologue Cristian Pirvulescu.

Jamais, dans l'histoire de la Roumanie post-communiste, un plébiscite n'avait été autant boudé par la population. Une partie des absents a posé un acte politique et idéologique, en refusant un référendum qui a installé un climat homophobe dans le pays. Le boycott, plutôt que le vote du "non", a été la stratégie promue par les détracteurs de ce processus. "La Roumanie est une nation européenne, tolérante, moderne, qui a refusé de faire des pas en arrière", s'est félicité Dan Barna, le président de l'Union Sauvez la Roumanie, le seul parti qui s'est opposé au référendum contrairement au Parti national libéral, qui risque de payer cher son positionnement ultra-conservateur.

### "Un revers pour l'Église"

Mais selon M. Pirvulescu, ce taux d'abstention de 80 % traduit surtout une "apathie civique" face aux manœuvres du PSD, dont les efforts pour se présenter en protecteur de la "famille traditionnelle" ont mal caché sa volonté de détourner l'attention de ses déboires avec la justice. "Les gens ont compris qu'il ne s'agissait pas vraiment de modifier la Constitution. Ils n'ont pas voulu donner un gage illimité au PSD et ont refusé la politisation d'un sujet sociétal. Ils ont aussi infligé un revers à l'Église, estimant qu'elle n'avait pas à interférer en politique."

Interrogé à chaud, le secrétaire général adjoint du PSD, Codrin Stefanescu, s'est muré dans le déni, estimant que "les Roumains sont allés voter en nombre gigantesque", avant de parler "d'un échec des Roumains et de toute la Roumanie". Il sera le seul social-démocrate à s'exprimer sur le sujet dimanche, avant qu'une députée du PSD ne plaide ce lundi pour la répétition du référendum. La pilule est difficile à avaler surtout pour Liviu Dragnea, chef de file du parti et maître de la politique, qui s'est efforcé d'incarner ce référendum. D'autant que ce lundi, plutôt que panser ses plaies, M. Dragnea devait comparaître devant la cour d'appel dans une affaire d'emplois fictifs, dans laquelle il a été condamné à 3 ans et 6 mois de prison en première instance.

Selon M. Pirvulescu, l'abstention massive "ne veut pas dire que la société roumaine est moins conservatrice qu'elle ne l'était vendredi. C'est une réponse politique, non pas sociale, aux politiciens. Réponse qui aura des conséquences majeures sur la position de M. Dragnea".

Maria Udrescu